

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	340 150 694	3 153 134	343 303 828	376 493 456
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	340 150 694	3 153 134	343 303 828	376 493 456
Production stockée				
Production immobilisée			7 928 610	11 158 850
Subventions d'exploitation			209 299	491 978
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			6 029 708	3 567 313
Autres produits			8 964 608	8 733 600
PRODUITS D'EXPLOITATION			366 436 053	400 445 197
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				169
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			60 877	44 788
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 879	3 035
Autres achats et charges externes			190 298 239	198 211 022
Impôts, taxes et versements assimilés			8 230 161	8 892 883
Salaires et traitements			130 200 128	135 635 911
Charges sociales			35 917 411	37 255 682
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 045 703	11 528 764
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			706 915	326 692
Dotations aux provisions			4 132 018	1 998 505
Autres charges			7 683 700	5 111 050
CHARGES D'EXPLOITATION			388 273 273	399 008 501
RESULTAT D'EXPLOITATION			-21 837 219	1 436 696
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			171 835	156 175
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			203 678	216 155
Autres intérêts et produits assimilés			4 478	1 470
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				45 522
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			379 991	419 323
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			25 373 713	3 008 015
Intérêts et charges assimilées			734 025	676 137
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			26 107 739	3 684 152
RESULTAT FINANCIER			-25 727 748	-3 264 830
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-47 564 967	-1 828 133

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	219 767	1 203
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	219 767	1 203
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 333	3 378
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	218 424	8 443
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	179 938	3 093
CHARGES EXCEPTIONNELLES	399 695	14 915
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(179 928)	(13 712)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Intéressement		
Impôts sur les bénéfices		(67 261)
TOTAL DES PRODUITS	367 035 811	400 865 723
TOTAL DES CHARGES	414 780 707	402 640 307
	(47 744 896)	(1 774 584)

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	102 036 331	79 841 421	22 194 910	15 460 195
Fonds commercial	15 946 491		15 946 491	15 946 491
Autres immobilisations incorporelles	5 675 646		5 675 646	11 488 298
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	48 950 748	42 997 054	5 953 693	5 964 291
Autres immobilisations corporelles	21 106 791	17 585 404	3 521 387	4 265 281
Immobilisations en cours	326 759		326 759	90 133
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	93 820 857	33 341 923	60 478 935	85 682 857
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 134 186		12 134 186	13 977 294
Autres immobilisations financières	2 579 098	100 248	2 478 851	2 362 053
ACTIF IMMOBILISE	302 576 908	173 866 049	128 710 858	155 236 892
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 174		4 174	2 295
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	245 276		245 276	991 500
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	69 428 126	2 305 775	67 122 351	66 826 087
Autres créances	13 780 242		13 780 242	17 633 622
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	4 091 564		4 091 564	5 285 236
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 524 250		4 524 250	1 972 764
ACTIF CIRCULANT	92 073 632	2 305 775	89 767 857	92 711 504
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	394 650 540	176 171 825	218 478 716	247 948 396

Extrait certifié conforme à l'original par Monsieur Arnaud TOMASI, Président

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 23 887 308)	23 887 308	23 887 308
Primes d'émission, de fusion, d'apport	47 345 227	47 345 227
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 388 731	2 388 731
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	146 941	146 941
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	296 774	296 774
Report à nouveau	96 281	1 870 865
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-47 744 896	-1 774 584
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	26 416 367	74 161 262
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	7 149 788	4 781 168
Provisions pour charges	11 947 542	14 777 434
PROVISIONS	19 097 330	19 558 602
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	28 909 676	32 365 946
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 446 381	43 313 583
Dettes fiscales et sociales	48 708 059	50 488 318
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 415	113 489
Autres dettes	43 767 236	27 531 828
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	444 252	415 368
DETTES	172 965 019	154 228 532
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	218 478 716	247 948 396

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a été marqué par :

La nomination le 17 janvier 2022 de Karine Laravoire au poste de Directrice Générale de Mediapost en succession d'Adèle Albano.

La publication le 2 mai 2022 du décret 2022-764 relatif à l'expérimentation d'un dispositif interdisant la distribution d'imprimés publicitaires non adressés en l'absence d'une mention expresse et visible sur la boîte aux lettres ou le réceptacle du courrier (Oui Pub). Ce décret vient en application de l'article 21 de la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique.

L'encaissement le 10 juin 2022 de dividendes distribués par la société MEDIAPOST HIT MAIL au titre de l'exercice 2021 d'un montant de 165 765,15 €.

La décision de l'associée unique le 27 juin 2022 d'affecter la perte de l'exercice 2021 d'un montant de -1 774 584,45 € en report à nouveau. Le report à nouveau est ainsi porté de la somme de 1 870 865,35 € à la somme de 96 280,90 €.

COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Nous vous informons que les comptes de l'année 2022 sont comparables à ceux de l'année précédente.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Nous vous informons qu'aucun évènement survenu postérieurement à la date d'arrêté des comptes n'a d'incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2022.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologués par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les éléments de fonds de commerce sont évalués au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Une provision pour dépréciation est constatée pour les fonds de commerce lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition ou d'apport. La valeur d'utilité est calculée sur la base de la méthode des flux nets de liquidité actualisés, fondés sur le plan d'affaires de la société 2023-2027.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les dépenses relatives à des logiciels créés en interne sont inscrites à l'actif pour leur coût de production, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les projets concernés sont d'un montant significatif et nettement individualisé ;
- les produits développés ont une durée de vie de plusieurs années ;
- ils présentent de sérieuses chances de rentabilité commerciale et de réussite technique

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 1 à 5 ans, selon les typologies suivantes :

- | | | |
|---|---|-------|
| · les logiciels de bureautique | : | 1 an |
| · les logiciels commercialisables | : | 3 ans |
| · les logiciels d'application de gestion
et de production | : | 3 ans |
| (à l'exception des applications de type ERP
amortie sur 5 ans) | | |

Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque les amortissements ne permettent pas de traduire la perte de valeur de l'immobilisation concernée.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée normale d'utilisation des biens et uniquement en mode linéaire (sauf matériel roulant des plates-formes / 5 ans dégressif).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DUREE
Installations techniques, matériel, outillage	5 ans, à l'exception du matériel d'industrialisation de l'assemblage (6 ans à compter du 01.01.2014)
Installations générales, agencement, aménagement	8 ans à compter du 01.01.2005 (5 à 9 ans pour l'antériorité)
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5, 8 et 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. Ils sont ramenés à la valeur d'utilité par constatation d'une provision lorsque celle-ci est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est déterminée par référence à l'actif net comptable consolidé de la participation, corrigé des plus values latentes.

Les plus values latentes sont appréciées en comparant la valeur d'entreprise nette des dettes financières portées par la participation, à la quote-part de situation nette consolidée. L'estimation de la valeur d'entreprise est fondée sur la rentabilité de la participation, approchée par la méthode des flux nets de liquidités actualisés fondés sur le plan d'affaires 2023-2027 des sociétés, et par la méthode des comparables (moyenne des multiples de transactions comptables).

Si la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

STOCKS ET EN-COURS

Ils sont valorisés au coût d'acquisition ou au coût de production. Les dépréciations sont pratiquées sur la base de la valeur réalisable nette.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée à :

- 100% pour les créances douteuses transmises au service contentieux ainsi que les créances ordinaires échues de plus d'un an.
- 25% pour les créances ordinaires échues entre six mois et un an.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges concernent essentiellement :

- les procédures collectives relatives aux litiges distributeurs connus ou déclarés. Les provisions ont été calculées sur la base du risque de décaissement sur ces litiges en fonction des demandes et de leur nature. En fonction de la nature du litige, le taux de provision a été déterminé à 23%, 70% ou 100%.
- les engagements de la société au titre des indemnités de départ à la retraite qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au règlement CRC – R01. Les calculs impliquent la prise en compte d'hypothèses actuarielles économiques externes (taux d'actualisation, taux d'inflation, taux de mortalité) et spécifiques à la société (hypothèse de départ à la retraite, taux de rotation du personnel, taux de revalorisation des traitements et salaires, taux des charges sociales).
Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements, en fonction de projections ou hypothèses nouvelles, sont appelés pertes et gains actuariels.
Les droits de l'année et les écarts actuariels sont enregistrés en résultat d'exploitation et la charge d'intérêts de l'année est enregistrée en résultat financier.
- Les litiges commerciaux sont relatifs aux procédures en cours, lesquelles sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru par la société conformément à l'avancement des dossiers et en appliquant la clause limitative de responsabilité figurant dans les conditions générales de ventes attachées au contrat.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

CHIFFRE D’AFFAIRES

Le chiffre d’affaires est enregistré au fur et à mesure de l’exécution de la prestation ou selon les termes des contrats signés avec les clients ou les prestataires.

CHARGES DE PERSONNEL

La loi 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 – article 9 – a mis en place une réduction de 6 points du taux de cotisation patronale maladie pour les salaires dont le montant est inférieur ou égal à 2,5 SMIC. Cette mesure entre en vigueur au 1^{er} janvier 2019 en remplacement du Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE).

Cette réduction de cotisation est comptabilisée en déduction des charges de personnel dans les comptes sociaux.

Compte tenu de leur caractère à très long terme, aucun crédit d’impôt n’est pris en compte pour l’évaluation des avantages du personnel postérieurs à l’emploi.

INFORMATIONS SUR BILAN ET RESULTAT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	116 582 116		8 141 350
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	46 174 651		2 843 118
Installations générales, agenc., aménag.	12 723 696		222 557
Matériel de transport	34 410		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 751 779		404 612
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	90 133		326 759
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 774 669		3 797 046
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	93 820 857		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	16 403 432		967 633
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 224 290		967 633
TOTAL GENERAL	293 581 074		12 906 029

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		1 064 998	123 658 468	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		67 021	48 950 748	
Installations générales, agencements divers		28 865	12 917 389	
Matériel de transport			34 410	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 399	8 154 992	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		90 133	326 759	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		187 417	70 384 298	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			93 820 857	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 657 781	14 713 284	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 657 781	108 534 142	
TOTAL GENERAL		3 910 195	302 576 908	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à 123 658 468 € au 31 décembre 2022 contre 116 582 116 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021.

Elles se décomposent comme suit :

- droit au bail d'un montant de 21 038 €,
- fonds de commerce d'un montant de 15 925 453 € dont 11 760 000 € correspondant au fonds de commerce PNA apporté par La Poste,
- logiciels informatiques d'un montant de 102 036 331 €,
- immobilisations incorporelles en cours d'un montant de 5 675 646 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières s'élèvent à 75 091 971 € au 31 décembre 2022 contre 102 022 204 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021.

Elles se décomposent comme suit :

- des titres de participation d'un montant de 93 820 858 € dont 52 091 000 € de titres SMP, 24 715 316 € de titres Mediapost Spain, 4 392 443 € de titres Mediapost SGPS SA Portugal, 7 522 176 € de titres Mediapost Hit Mail SA et 5 099 923 € de titres Ad Breizh.

La dépréciation des titres de participation d'un montant de 33 341 923 € concerne pour 20 446 000 les titres de SMP, pour 6 905 000 les titres de Mediapost Spain, pour 891 000 les titres de Mediapost SGPS SA Portugal et pour 5 099 923 les titres d'Ad Breizh.

- de deux prêts à Mediapost Spain pour 844 205 € et 1 301 632 €, de deux prêts à Mediapost SGPS SA Portugal pour 2 400 000 € et de 600 000 €, d'un prêt à SMP 6 969 679 € et de leurs intérêts courus d'un montant de 32 850 €.
- des dépôts et cautionnements d'un montant de 2 546 248 €.

Les dépréciations des dépôts et cautionnements d'un montant de 100 247 € correspondent aux dépôts des locaux que nous avons quittés au 30/09/2021 et qui ne nous ont pas été remboursés par les bailleurs à la date de l'arrêté comptable.

- des prêts au personnel d'un montant de 18 669 €.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	73 687 132	7 004 605	850 316	79 841 421
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	73 687 132	7 004 605	850 316	79 841 421
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	40 210 359	2 849 973	63 278	42 997 054
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 669 460	801 245	28 865	10 441 841
Matériel de transport	17 024	3 793		20 817
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 558 120	566 025	1 399	7 122 746
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 454 964	4 221 036	93 542	60 582 458
TOTAL GENERAL	130 142 096	11 225 641	943 858	140 423 879

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises		Fin d'exercice
			Non Utilisées	Utilisées	
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges	4 781 168	983 537	315 749	265 903	5 183 052
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
(1) Provisions pour pensions, obligations similaires	14 777 434	1 315 374		4 145 266	11 947 542
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		1 966 736			1 966 736
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	19 558 602	4 265 647	315 749	4 411 169	19 097 330
Dépréciations immobilisations incorporelles					
Dépréciations immobilisations corporelles					
Dépréciations titres mis en équivalence					
Dépréciations titres de participation	8 138 000	25 203 923			33 341 923
Dépréciations autres immobilis. financières	64 086	36 162			100 248
Dépréciations stocks et en cours					
Dépréciations comptes clients	1 995 315	706 915	312 435	84 020	2 305 775
Autres dépréciations					
DEPRECIATIONS	10 197 401	25 947 000	312 435	84 020	35 747 945
TOTAL GENERAL	29 756 003	30 212 646	628 184	4 495 190	54 845 275
Dotations et reprises d'exploitation		4 838 933	628 184	4 495 190	
Dotations et reprises financières		25 373 713	0	0	
Dotations et reprises exceptionnelles		0	0	0	
Passage par capitaux propres		0			
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice					

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Le montant de la provision enregistrée en comptabilité au titre des engagements de départ à la retraite s'élève à 11 947 542 € au 31 décembre 2022 contre 14 777 434 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021. Le produit de l'année 2022, composé des droits de l'année à hauteur de 1 181 745 €, des reprises des prestations versées à hauteur de 1 006 322 €, des gains actuariels liés aux changements d'hypothèses et à l'expérience de 3 138 944 € et de la charge d'intérêts à hauteur de 133 629 €, s'élève à 2 829 892 €.

Les droits du personnel de la société en cas de départ volontaire à la retraite sont définis par la Convention Collective Nationale de la Distribution Directe. Le régime des indemnités de départ à la retraite est un régime à prestations définies qui est fonction de l'ancienneté et du salaire de fin de carrière.

Les principales hypothèses actuarielles prises en compte dans le calcul de l'engagement sont les suivantes :

- l'âge de départ à la retraite retenu sur la base d'un départ volontaire est de 65 ans pour les cadres, 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les distributeurs,
- le taux d'inflation et le taux d'actualisation retenus au 31 décembre 2022 s'élèvent respectivement à 2% et à 3,70% contre 2% et 0,90% 31 décembre 2021,
- le taux de rotation du personnel retenu jusqu'à 55 ans est fondé sur la proportion des actifs salariés ayant quitté la société sur les trois dernières années pour des motifs différents du décès, du départ à la retraite et des licenciements. Au-delà de 55 ans, le taux de rotation est considéré nul. Concernant les distributeurs, le taux de rotation est dégressif jusqu'à 35 ans d'ancienneté et il est considéré nul au-delà de 36 ans,
- le salaire de fin de carrière retenu prend en compte l'ancienneté des salaires et les progressions de salaires attendues.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 134 186	2 065 139	10 069 047
Autres immobilisations financières	2 579 098	2 579 098	
Clients douteux ou litigieux	2 219 743	2 219 743	
Autres créances clients	67 208 382	67 208 382	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	206 959	206 959	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	10 398 579	10 398 579	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	315 828	315 828	
Groupe et associés	2 656 290	2 656 290	
Débiteurs divers	202 587	202 587	
Charges constatées d'avance	4 524 250	4 524 250	
TOTAL GENERAL	102 445 903	92 376 856	10 069 047

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	600 000
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 973 315
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	28 909 676	2 640 629	23 237 693	3 031 354
Fournisseurs et comptes rattachés	50 446 381	50 446 381		
Personnel et comptes rattachés	18 855 985	18 855 985		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 676 812	13 676 812		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	14 813 536	14 813 536		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 361 727	1 361 727		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 415	689 415		
Groupe et associés	30 881 799	30 881 799		
Autres dettes	12 885 437	12 885 437		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	444 252	444 252		
TOTAL GENERAL	172 965 019	146 695 972	23 237 693	3 031 354
Emprunts souscrits en cours d'exercice	600 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 046 629			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2022
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		
40800000	FRS EXPLOITATION FACTURES NON PARVE	222 301,91
40800003	FRS EXPLOITATION FNP ACTIVITE MTC	2 888 923,60
40801100	PROV SS-TRAIT DISTRIB LP PART 1	4 630 744,47
40801200	PROV SS-TRAIT DISTRIB LP PART 2	3 982 868,80
40801500	PROV. SOUS-TRAITANCE DISTRIBUTION	121 918,02
40802500	PROV. BAILLEURS	2 009 206,18
40810000	FRS FRAIS GENERAUX FACTURES NON PAR	6 971 909,00
40810005	PO FOURN. HORS GROUPE FNP	9 630 427,68
40812000	FRS FACTURES IG A RECEVOIR	1 022 194,40
40812003	FRS FACTURES IG A RECEVOIR ACTIVITE	63 599,29
40812005	PO FOURN. GROUPE FNP	2 926 179,16
40814000	PROVISION TRANSPORT	130 976,20
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		34 601 248,71
DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
40840105	PO FOURN. HORS GRPE FNP IMMO.	373 905,25
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		373 905,25
AUTRES DETTES		
41989000	CLIENTS RRR A ACCORDER	6 516 196,61
46860000	DIVERS CHARGES A PAYER	22 216,97
TOTAL AUTRES DETTES		6 538 413,58
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
42821000	DETTES PROVISIONNEES POUR CP EX. EN	2 140 017,29
42821400	PROV. BRUT ECART MODUL.	2 175 817,96
42821431	MODUL BRUT ASSEMBLAGE	430 846,12
42822000	DETTES PROVISIONNEES POUR CP EX. AN	3 403 253,93
42823000	PROV. EPARGNE TEMPS	1 380 364,12
42824000	PROV PRIME PRECARITE	160 705,39
42832000	PROV. CP DISTRIBUTEURS POUR EX. ANT	5 044 493,49
42837600	PROV REPOS COMP BRUT	328 158,68
42862000	PROV. SALAIRES VARIABLES	2 759 373,15
42867000	PROV. FRAIS DEPLACEMENTS	19 441,69
42868000	OM DECALES	402 919,89
42868300	PROV CH. A PAYER GAR. CONTRACTUEL N	32 017,24
42868331	MECA PROV. MAJORATION HS 25%	36 811,38
42871000	PROV JOUR CONTREPARTIE	355 764,00
42877000	PROV JOURS SUPPL. ASSEMBLAGE	23 474,59
43821000	CHARG.SOC. A PAYER SUR CP EX. EN CO	819 005,24
43821400	PROV. CH. SOC. S/ ECART MODUL.	555 842,18
43821431	MODUL CS ASSEMBLAGE	138 445,99
43822000	CHARG.SOC. A PAYER SUR CP EX. ANTER	1 263 331,19
43823000	PROV. CHARGES SUR COMPTE EPARGNE TE	584 466,46
43824000	PROV CS/PRIME PRECARITE	77 138,61
43832000	CHARG.SOC. DISTRIBUTEURS A PAYER SU	975 660,62

Compte	Libellé	31/12/2022
43837600	PROV REPOS COMP CS	107 430,92
43861000	EFFORT CONSTRUCTION	574 864,57
43861100	FORMATION PROFESSIONNELLE	63 935,45
43861200	ORGANIC	532 847,00
43861300	TAXE D' APPRENTISSAGE	742 898,98
43862000	CH.SOC. A PAYER SUR PROVISIONS SALA	1 346 051,29
43868000	CH.SOC. A PAYER SUR PROVISIONS OM D	10 875,17
43871000	PROV CH. JOUR CONTREPARTIE	68 379,74
43877000	PROV CS JOURS SUPPL. ASSEMBLAGE	6 111,59
44781000	TAXES SUR LES VEHICULES SOCIETE	67 765,52
44860000	ETAT CHARGES A PAYER	669,24
44862000	TAXE FONCIERE A PAYER	978 079,38
44865000	TAXE C.F.E	98 209,63
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		27 705 467,69
TOTAL CHARGES A PAYER		69 219 035,23

Compte	Libellé	31/12/2022
PRODUITS A RECEVOIR		
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		
27683000	INTERETS COURUS SUR PRET MDP SPAIN	981,75
27684200	INTERETS COURUS SUR PRET MDP SPAIN	858,28
27684400	INTERETS COURUS SUR EMPRUNT 2 400 0	2 123,33
27684500	INTERETS COURUS SUR PRET SMP 8.600.	17 509,39
27684600	INTERETS COURUS SUR PRET SGPS 600 0	11 377,33
TOTAL AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		32 850,08
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
41810000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR HG	1 425 981,44
41812000	CLIENTS FAE IG	13 431 367,43
41812100	CLIENTS FAE IG MONTROUGE	269 204,28
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		15 126 553,15
AUTRES CREANCES		
44870000	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	253 486,00
TOTAL AUTRES CREANCES		253 486,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		15 412 889,23

Compte	Libellé	31/12/2022
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 121 586,95
48600005	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE PO	3 396 625,24
48620000	CCA CHARGES LOCATIVES	6 038,10
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		4 524 250,29
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-444 251,52
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-444 251,52

Page 28/78

Rubriques	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Capital souscrit non appelé	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Prêts	12 148 367
Autres titres immobilisés	
Autres immobilisations financières	
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	22 177 646
Autres créances	2 550 826
Capital souscrit appelé, non versé	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	26 239
DETTES	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	28 909 676
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 440 876
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	35 546 654
CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION	
Produits d'exploitation (1)	84 813 885
Charges d'exploitations (2)	96 917 749
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	
Produits de participations	
Autres produits financiers	209 250
Charges financières	732 188
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
Engagements hors bilan donnés (3)	6 548 000
Engagements hors bilan reçus (4)	
Voir détail des points 1,2,3 et 4 page suivante	

(1) PRODUITS D' EXPLOITATION

- Chiffre d'affaire La Poste	76 620 795
- Chiffre d'affaire Groupe SMP/Sogec	229 661
- Chiffre d'affaire Mediapost Holding	207 186
- Chiffre d'affaire Groupe Docapost	218 033
- Divers Produits La Poste	6 559 718
- Divers Produits	978 492

Cumul **84 813 885**

(2) CHARGES D' EXPLOITATION

- Sous traitance La Poste	62 348 042
- Sous traitance Neolog	10 813 115
- Sous traitance Mediapost Holding	221 258
- Sous traitance La Poste Nouveaux Services	3 589 541
- Sous traitance SMP/Sogec	553 216
- Sous traitance Adverline	1 537 781
- Sous traitance Geopost	727 949
- Sous traitance Isoskele	5 288 990
- Sous traitance Docapost	379 567
- Redevance La Poste	1 749 630
- Redevance installation et gestion des photocopieurs La Poste	1 148 405
- Redevance contrat de redif.fichier Nouveau Voisin et SQA	588 344
- Mise a disposition de surface la Poste	593 846
- Affranchissement Docapost	597 514
- Affranchissement La Poste	5 416 049
- Affranchissement Geopost	39 937
- Salaires refacturés La Poste	351 553
- Frais et commissions bancaires La Banque Postale	40 162
- Honoraires conseil Mediapost Holding	132 000
- Divers charges	800 847

Cumul **96 917 749**

(3) ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

- Lettre de garantie Mediapost Hit Mail	1 000 000
- Lettre de confort Mediapost SPAIN	3 500 000
- Lettre d'intention Sogec Gestion	2 000 000
- Lettre de garantie Go Logistics	48 000

Cumul **6 548 000**

CAPITAUX PROPRES

LIBELLES	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
CAPITAL SOCIAL *	23 887 308			23 887 308
PRIMES DE FUSION	1 976 812			1 976 812
PRIMES D'APPORT	45 368 415			45 368 415
RESERVE LEGALE	2 388 731			2 388 731
RESERVE INDISPONIBLE	146 941			146 941
AUTRES RESERVES	296 774			296 774
REPORT A NOUVEAU	47 683 805			47 683 805
REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-45 812 940	-1 774 584		-47 587 524
RESULTAT 2021	-1 774 584	1 774 584		0
RESULTAT 2022				-47 744 896
SOLDE CAPITAUX PROPRES	74 161 262	0	0	26 416 367

*Répartition du capital au 31/12/2022

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	Valeur nominale	Montant	% de détention
LA POSTE	50 824 059	0,47	23 887 308	100,00
	50 824 059	0,47	23 887 308	100,00

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		74 161 262
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		74 161 262
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	47 744 896	
SOLDE	47 744 896	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		26 416 367

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	50 824 059			0,47
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités non déductibles	1 333	
VNC immobilisation	218 424	
Dotation exceptionnelles aux provisions pour dépréciations des immobilisations	179 938	
TOTAL	399 695	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Cession d'immobilisation	5 000	
Produits exceptionnels divers	214 767	
TOTAL	219 767	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû
Résultat exploitation	(21 837 219)	(5 459 305)
Résultat financier	(25 727 748)	(6 431 937)
Résultat exceptionnel	(179 928)	(44 982)
Crédit impôt mécénat		
Différences temporaires et permanentes	24 178 423	6 044 606
Imputation des déficits reportables	23 566 472	5 891 618
RESULTAT FISCAL AVANT IMPÔT		

AUTRES INFORMATIONS, ENGAGEMENTS FINANCIERS

AUTRES INFORMATIONS

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'a été versée au titre de l'exercice 2022 aux dirigeants et administrateurs.

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société MEDIAPOST sont consolidés dans les comptes de La Poste – 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS.

Le mode de consolidation retenu est l'intégration globale.

BASE D'IMPOT DIFFERE

La situation fiscale latente correspondant aux décalages temporaires s'établit comme suit :

	Base d'impôt différé 01/01/2022 en €	Réintégrations 2022 en €	Déductions 2022 en €	Base d'impôt différé 31/12/2022 en €
Provisions pour dépréciation des clients non déductibles	831 664	622 369	266 593	1 187 440
Provisions pour avoirs clients à établir	91 145	164 253	107 371	148 027
Contribution sociale de solidarité (Organic)	466 777	532 847	596 402	403 222
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	9 712 566	1 315 374	4 145 266	6 882 674
Provisions pour participation des salariés	0	0	0	0
Provisions pour litiges commerciaux	2 692 125	1 715 462	0	4 407 587
Provisions pour dépréciation des titres SMP	5 173 000	15 273 000	0	20 446 000
Provisions pour dépréciation des titres Mediapost Espagne	2 965 000	3 940 000	0	6 905 000
Provisions pour dépréciation des titres Mediapost Portugal	0	891 000	0	891 000
Provisions pour dépréciation des titres AD BREIZH	0	5 099 923	0	5 099 923
Honoraires d'acquisitions	36 693	0	17 290	19 403
Total	21 968 970	29 554 228	5 132 922	46 390 276

AUTRES INFORMATIONS (suite)

INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} Janvier 2011, la société MEDIAPOST est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de LA POSTE.

MEDIAPOST versera à LA POSTE à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont MEDIAPOST aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant hors taxes des honoraires hors frais de déplacement du commissaire aux comptes au titre de sa mission légale s'élève à 230 000,00 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Rubriques	Montant hors bilan
Avals et cautions	283 267
Engagements en matière de locations immobilières	28 697 902
Engagements en matière de locations véhicules	2 240 634
Engagements en matière de locations simples	3 219 448
Lettre de garantie Mediapost Hit Mail	1 000 000
Lettre de garantie Mediapost Go Logistics	48 000
Lettre de confort à Mediapost Spain	3 500 000
Lettre d'intention à Sogec Gestion	2 000 000
TOTAL	40 989 251

Les engagements liés aux médailles du travail ne sont pas significatifs et n'ont pas donné lieu à un provisionnement au 31 décembre 2022.

Les cautions bancaires sont afférentes aux baux immobiliers et représentent au 31 décembre 2022 un montant de 283 267 €.

Les engagements en matière de locations immobilières représentent au 31 décembre 2022 un montant de 28 697 902 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (14 398 985 €), en échéances entre deux et cinq ans (14 250 401€) et d'échéance supérieure à cinq ans (48 516 €).

Les engagements de locations mobilières concernent le parc « automobiles » et représentent au 31 décembre 2022 un montant de 2 240 634 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (1 237 893 €) et en échéances entre deux et cinq ans (1 002 741 €).

Les engagements de locations mobilières en matière de location du parc de photocopieurs représentent au 31 décembre 2022 un montant de 3 219 448 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (1 679 712 €) et en échéances entre deux et cinq ans (1 539 736 €).

Une lettre de garantie à Mediapost Hit Mail pour un montant de 1 000 000 € et dont l'échéance est inférieure à 1 ans.

Une lettre de confort à Mediapost SPAIN pour un montant de 3 500 000 € et dont l'échéance est entre deux et cinq ans.

Une lettre d'intention à Sogec Gestion pour un montant de 2 000 000 € et dont l'échéance est supérieure à cinq ans.

Une lettre de garantie à Go Logistics pour un montant de 48 000 € et dont l'échéance est supérieure à 5 ans.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
<i>FILIALES (plus de 50%)</i>					
SMP SAS 17 Avenue du Quebec 91140 Villebon-sur-Yvette	3 976 991 19 337 484	100,00 %	52 091 000 31 645 000	6 969 679 2 000 000	1 370 435 (8 859 141)
MEDIAPOST SGPS SA Portugal Cerro da Murta, Estrada do Cemitério Novo, Pavilhao Mediapost, municipalité de Queluz à Sintra Portugal	2 050 000 1 451 602	100,00 %	4 392 443 3 501 443	3 000 000 48 000	0 (260 138)
MEDIAPOST SPAIN S.L. Avenida del majuelo 19 - Poligono Industrial La Postura - 28343 Valdemoro Madrid Espagne	12 243 295 10 224 839	100,00 %	24 715 316 17 810 316	2 145 838 3 500 000	37 332 874 (4 093 810)
MEDIAPOST HIT MAIL SA 19-21 Pictor Iosif Isser Street, 1st District Bucarest Roumanie (1)	23 090 6 772 837	99,92%	7 522 176 7 522 176	1 000 000	40 840 287 774 826
<i>PARTICIPATIONS (10 à 50%)</i>					
AD BREIZH SAS Rue de l'étang au diable 35760 Saint Grégoire	84 708	14,62%	5 099 923 0		
<i>AUTRES TITRES</i>					

(1) Conversion effectuée au cours du 31/12/2022 : 1 EURO = 4,9495

MEDIAPOST
Société par Actions Simplifiée au capital de 23.887.307,73 euros
Siège social : 19 rue de la Villette – 69003 LYON
RCS LYON 331 648 014

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 JUIN 2023**

.../...

DEUXIEME DECISION (Affectation du résultat)

L'Associée Unique décide, sur proposition du Président, d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice clos le 31 décembre 2022, d'un montant de (47 744 895,61) €, de la manière suivante :

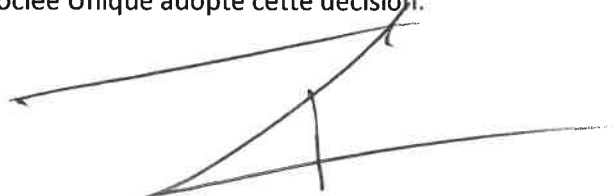
- Affectation du solde de la perte de l'exercice, soit -47 744 895,61 € au compte report à nouveau, lequel serait ainsi porté de la somme de 96 280,90 € à la somme de -47 648 614,71 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèveront immédiatement après cette affectation à 74 161 262,25 € répartis ainsi qu'il suit :

Capital social	23 887 307,73 €
Prime d'émission, de fusion, d'apport	47 345 227,24 €
Réserve légale	2 388 731,00 €
Réserves réglementées	146 941,03 €
Autres réserves	296 774,35 €
Report à nouveau	-47 648 614,71 €

.../...

L'Associée Unique adopte cette décision.



Extrait certifié conforme à l'original par Monsieur Arnaud TOMASI, Président



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Mediapost

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mediapost

19 rue de la Villette 69425 LYON

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Mediapost

19 rue de la Villette 69425 LYON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'associé unique de la société Mediapost,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Mediapost relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 60.478.935 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations Financières » du chapitre « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 juin 2023

KPMG SA

Stéphanie MILLET

Associée

Mediapost

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2022

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	102 036 331	79 841 421	22 194 910	15 460 195
Fonds commercial	15 946 491		15 946 491	15 946 491
Autres immobilisations incorporelles	5 675 646		5 675 646	11 488 298
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	48 950 748	42 997 054	5 953 693	5 964 291
Autres immobilisations corporelles	21 106 791	17 585 404	3 521 387	4 265 281
Immobilisations en cours	326 759		326 759	90 133
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	93 820 857	33 341 923	60 478 935	85 682 857
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 134 186		12 134 186	13 977 294
Autres immobilisations financières	2 579 098	100 248	2 478 851	2 362 053
ACTIF IMMOBILISE	302 576 908	173 866 049	128 710 858	155 236 892
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 174		4 174	2 295
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	245 276		245 276	991 500
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	69 428 126	2 305 775	67 122 351	66 826 087
Autres créances	13 780 242		13 780 242	17 633 622
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	4 091 564		4 091 564	5 285 236
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 524 250		4 524 250	1 972 764
ACTIF CIRCULANT	92 073 632	2 305 775	89 767 857	92 711 504
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	394 650 540	176 171 825	218 478 716	247 948 396

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 23 887 308)	23 887 308	23 887 308
Primes d'émission, de fusion, d'apport	47 345 227	47 345 227
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 388 731	2 388 731
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	146 941	146 941
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	296 774	296 774
Report à nouveau	96 281	1 870 865
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-47 744 896	-1 774 584
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	26 416 367	74 161 262
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	7 149 788	4 781 168
Provisions pour charges	11 947 542	14 777 434
PROVISIONS	19 097 330	19 558 602
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	28 909 676	32 365 946
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 446 381	43 313 583
Dettes fiscales et sociales	48 708 059	50 488 318
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 415	113 489
Autres dettes	43 767 236	27 531 828
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	444 252	415 368
DETTES	172 965 019	154 228 532
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	218 478 716	247 948 396

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	340 150 694	3 153 134	343 303 828	376 493 456
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	340 150 694	3 153 134	343 303 828	376 493 456
Production stockée				
Production immobilisée			7 928 610	11 158 850
Subventions d'exploitation			209 299	491 978
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			6 029 708	3 567 313
Autres produits			8 964 608	8 733 600
PRODUITS D'EXPLOITATION			366 436 053	400 445 197
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				169
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			60 877	44 788
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 879	3 035
Autres achats et charges externes			190 298 239	198 211 022
Impôts, taxes et versements assimilés			8 230 161	8 892 883
Salaires et traitements			130 200 128	135 635 911
Charges sociales			35 917 411	37 255 682
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 045 703	11 528 764
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			706 915	326 692
Dotations aux provisions			4 132 018	1 998 505
Autres charges			7 683 700	5 111 050
CHARGES D'EXPLOITATION			388 273 273	399 008 501
RESULTAT D'EXPLOITATION			-21 837 219	1 436 696
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			171 835	156 175
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			203 678	216 155
Autres intérêts et produits assimilés			4 478	1 470
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				45 522
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			379 991	419 323
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			25 373 713	3 008 015
Intérêts et charges assimilées			734 025	676 137
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			26 107 739	3 684 152
RESULTAT FINANCIER			-25 727 748	-3 264 830
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-47 564 967	-1 828 133

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	219 767	1 203
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	219 767	1 203
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 333	3 378
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	218 424	8 443
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	179 938	3 093
CHARGES EXCEPTIONNELLES	399 695	14 915
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(179 928)	(13 712)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Intéressement		
Impôts sur les bénéfices		(67 261)
TOTAL DES PRODUITS	367 035 811	400 865 723
TOTAL DES CHARGES	414 780 707	402 640 307
	(47 744 896)	(1 774 584)

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a été marqué par :

La nomination le 17 janvier 2022 de Karine Laravoire au poste de Directrice Générale de Mediapost en succession d'Adèle Albano.

La publication le 2 mai 2022 du décret 2022-764 relatif à l'expérimentation d'un dispositif interdisant la distribution d'imprimés publicitaires non adressés en l'absence d'une mention expresse et visible sur la boîte aux lettres ou le réceptacle du courrier (Oui Pub). Ce décret vient en application de l'article 21 de la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique.

L'encaissement le 10 juin 2022 de dividendes distribués par la société MEDIAPOST HIT MAIL au titre de l'exercice 2021 d'un montant de 165 765,15 €.

La décision de l'associée unique le 27 juin 2022 d'affecter la perte de l'exercice 2021 d'un montant de -1 774 584,45 € en report à nouveau. Le report à nouveau est ainsi porté de la somme de 1 870 865,35 € à la somme de 96 280,90 €.

COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Nous vous informons que les comptes de l'année 2022 sont comparables à ceux de l'année précédente.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Nous vous informons qu'aucun évènement survenu postérieurement à la date d'arrêté des comptes n'a d'incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2022.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologués par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les éléments de fonds de commerce sont évalués au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Une provision pour dépréciation est constatée pour les fonds de commerce lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition ou d'apport. La valeur d'utilité est calculée sur la base de la méthode des flux nets de liquidité actualisés, fondés sur le plan d'affaires de la société 2023-2027.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les dépenses relatives à des logiciels créés en interne sont inscrites à l'actif pour leur coût de production, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les projets concernés sont d'un montant significatif et nettement individualisé ;
- les produits développés ont une durée de vie de plusieurs années ;
- ils présentent de sérieuses chances de rentabilité commerciale et de réussite technique

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 1 à 5 ans, selon les typologies suivantes :

- | | | |
|---|---|-------|
| · les logiciels de bureautique | : | 1 an |
| · les logiciels commercialisables | : | 3 ans |
| · les logiciels d'application de gestion
et de production | : | 3 ans |
| (à l'exception des applications de type ERP
amortie sur 5 ans) | | |

Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque les amortissements ne permettent pas de traduire la perte de valeur de l'immobilisation concernée.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée normale d'utilisation des biens et uniquement en mode linéaire (sauf matériel roulant des plates-formes / 5 ans dégressif).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DUREE
Installations techniques, matériel, outillage	5 ans, à l'exception du matériel d'industrialisation de l'assemblage (6 ans à compter du 01.01.2014)
Installations générales, agencement, aménagement	8 ans à compter du 01.01.2005 (5 à 9 ans pour l'antériorité)
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5, 8 et 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. Ils sont ramenés à la valeur d'utilité par constatation d'une provision lorsque celle-ci est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est déterminée par référence à l'actif net comptable consolidé de la participation, corrigé des plus values latentes.

Les plus values latentes sont appréciées en comparant la valeur d'entreprise nette des dettes financières portées par la participation, à la quote-part de situation nette consolidée. L'estimation de la valeur d'entreprise est fondée sur la rentabilité de la participation, approchée par la méthode des flux nets de liquidités actualisés fondés sur le plan d'affaires 2023-2027 des sociétés, et par la méthode des comparables (moyenne des multiples de transactions comptables).

Si la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

STOCKS ET EN-COURS

Ils sont valorisés au coût d'acquisition ou au coût de production. Les dépréciations sont pratiquées sur la base de la valeur réalisable nette.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée à :

- 100% pour les créances douteuses transmises au service contentieux ainsi que les créances ordinaires échues de plus d'un an.
- 25% pour les créances ordinaires échues entre six mois et un an.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges concernent essentiellement :

- les procédures collectives relatives aux litiges distributeurs connus ou déclarés. Les provisions ont été calculées sur la base du risque de décaissement sur ces litiges en fonction des demandes et de leur nature. En fonction de la nature du litige, le taux de provision a été déterminé à 23%, 70% ou 100%.
- les engagements de la société au titre des indemnités de départ à la retraite qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au règlement CRC – R01. Les calculs impliquent la prise en compte d'hypothèses actuarielles économiques externes (taux d'actualisation, taux d'inflation, taux de mortalité) et spécifiques à la société (hypothèse de départ à la retraite, taux de rotation du personnel, taux de revalorisation des traitements et salaires, taux des charges sociales).
Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements, en fonction de projections ou hypothèses nouvelles, sont appelés pertes et gains actuariels.
Les droits de l'année et les écarts actuariels sont enregistrés en résultat d'exploitation et la charge d'intérêts de l'année est enregistrée en résultat financier.
- Les litiges commerciaux sont relatifs aux procédures en cours, lesquelles sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru par la société conformément à l'avancement des dossiers et en appliquant la clause limitative de responsabilité figurant dans les conditions générales de ventes attachées au contrat.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

CHIFFRE D’AFFAIRES

Le chiffre d’affaires est enregistré au fur et à mesure de l’exécution de la prestation ou selon les termes des contrats signés avec les clients ou les prestataires.

CHARGES DE PERSONNEL

La loi 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 – article 9 – a mis en place une réduction de 6 points du taux de cotisation patronale maladie pour les salaires dont le montant est inférieur ou égal à 2,5 SMIC. Cette mesure entre en vigueur au 1^{er} janvier 2019 en remplacement du Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE).

Cette réduction de cotisation est comptabilisée en déduction des charges de personnel dans les comptes sociaux.

Compte tenu de leur caractère à très long terme, aucun crédit d’impôt n’est pris en compte pour l’évaluation des avantages du personnel postérieurs à l’emploi.

INFORMATIONS SUR BILAN ET RESULTAT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	116 582 116		8 141 350
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	46 174 651		2 843 118
Installations générales, agenc., aménag.	12 723 696		222 557
Matériel de transport	34 410		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 751 779		404 612
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	90 133		326 759
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 774 669		3 797 046
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	93 820 857		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	16 403 432		967 633
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 224 290		967 633
TOTAL GENERAL	293 581 074		12 906 029

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		1 064 998	123 658 468	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		67 021	48 950 748	
Installations générales, agencements divers		28 865	12 917 389	
Matériel de transport			34 410	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 399	8 154 992	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		90 133	326 759	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		187 417	70 384 298	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			93 820 857	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 657 781	14 713 284	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 657 781	108 534 142	
TOTAL GENERAL		3 910 195	302 576 908	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à 123 658 468 € au 31 décembre 2022 contre 116 582 116 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021.

Elles se décomposent comme suit :

- droit au bail d'un montant de 21 038 €,
- fonds de commerce d'un montant de 15 925 453 € dont 11 760 000 € correspondant au fonds de commerce PNA apporté par La Poste,
- logiciels informatiques d'un montant de 102 036 331 €,
- immobilisations incorporelles en cours d'un montant de 5 675 646 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières s'élèvent à 75 091 971 € au 31 décembre 2022 contre 102 022 204 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021.

Elles se décomposent comme suit :

- des titres de participation d'un montant de 93 820 858 € dont 52 091 000 € de titres SMP, 24 715 316 € de titres Mediapost Spain, 4 392 443 € de titres Mediapost SGPS SA Portugal, 7 522 176 € de titres Mediapost Hit Mail SA et 5 099 923 € de titres Ad Breizh.

La dépréciation des titres de participation d'un montant de 33 341 923 € concerne pour 20 446 000 les titres de SMP, pour 6 905 000 les titres de Mediapost Spain, pour 891 000 les titres de Mediapost SGPS SA Portugal et pour 5 099 923 les titres d'Ad Breizh.

- de deux prêts à Mediapost Spain pour 844 205 € et 1 301 632 €, de deux prêts à Mediapost SGPS SA Portugal pour 2 400 000 € et de 600 000 €, d'un prêt à SMP 6 969 679 € et de leurs intérêts courus d'un montant de 32 850 €.
- des dépôts et cautionnements d'un montant de 2 546 248 €.

Les dépréciations des dépôts et cautionnements d'un montant de 100 247 € correspondent aux dépôts des locaux que nous avons quittés au 30/09/2021 et qui ne nous ont pas été remboursés par les bailleurs à la date de l'arrêté comptable.

- des prêts au personnel d'un montant de 18 669 €.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	73 687 132	7 004 605	850 316	79 841 421
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	73 687 132	7 004 605	850 316	79 841 421
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	40 210 359	2 849 973	63 278	42 997 054
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 669 460	801 245	28 865	10 441 841
Matériel de transport	17 024	3 793		20 817
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 558 120	566 025	1 399	7 122 746
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 454 964	4 221 036	93 542	60 582 458
TOTAL GENERAL	130 142 096	11 225 641	943 858	140 423 879

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises		Fin d'exercice
			Non Utilisées	Utilisées	
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges	4 781 168	983 537	315 749	265 903	5 183 052
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
(1) Provisions pour pensions, obligations similaires	14 777 434	1 315 374		4 145 266	11 947 542
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		1 966 736			1 966 736
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	19 558 602	4 265 647	315 749	4 411 169	19 097 330
Dépréciations immobilisations incorporelles					
Dépréciations immobilisations corporelles					
Dépréciations titres mis en équivalence					
Dépréciations titres de participation	8 138 000	25 203 923			33 341 923
Dépréciations autres immobilis. financières	64 086	36 162			100 248
Dépréciations stocks et en cours					
Dépréciations comptes clients	1 995 315	706 915	312 435	84 020	2 305 775
Autres dépréciations					
DEPRECIATIONS	10 197 401	25 947 000	312 435	84 020	35 747 945
TOTAL GENERAL	29 756 003	30 212 646	628 184	4 495 190	54 845 275
Dotations et reprises d'exploitation		4 838 933	628 184	4 495 190	
Dotations et reprises financières		25 373 713	0	0	
Dotations et reprises exceptionnelles		0	0	0	
Passage par capitaux propres		0			
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice					

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Le montant de la provision enregistrée en comptabilité au titre des engagements de départ à la retraite s'élève à 11 947 542 € au 31 décembre 2022 contre 14 777 434 € dans les comptes sociaux au 31 décembre 2021. Le produit de l'année 2022, composé des droits de l'année à hauteur de 1 181 745 €, des reprises des prestations versées à hauteur de 1 006 322 €, des gains actuariels liés aux changements d'hypothèses et à l'expérience de 3 138 944 € et de la charge d'intérêts à hauteur de 133 629 €, s'élève à 2 829 892 €.

Les droits du personnel de la société en cas de départ volontaire à la retraite sont définis par la Convention Collective Nationale de la Distribution Directe. Le régime des indemnités de départ à la retraite est un régime à prestations définies qui est fonction de l'ancienneté et du salaire de fin de carrière.

Les principales hypothèses actuarielles prises en compte dans le calcul de l'engagement sont les suivantes :

- l'âge de départ à la retraite retenu sur la base d'un départ volontaire est de 65 ans pour les cadres, 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les distributeurs,
- le taux d'inflation et le taux d'actualisation retenus au 31 décembre 2022 s'élèvent respectivement à 2% et à 3,70% contre 2% et 0,90% 31 décembre 2021,
- le taux de rotation du personnel retenu jusqu'à 55 ans est fondé sur la proportion des actifs salariés ayant quitté la société sur les trois dernières années pour des motifs différents du décès, du départ à la retraite et des licenciements. Au-delà de 55 ans, le taux de rotation est considéré nul. Concernant les distributeurs, le taux de rotation est dégressif jusqu'à 35 ans d'ancienneté et il est considéré nul au-delà de 36 ans,
- le salaire de fin de carrière retenu prend en compte l'ancienneté des salaires et les progressions de salaires attendues.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 134 186	2 065 139	10 069 047
Autres immobilisations financières	2 579 098	2 579 098	
Clients douteux ou litigieux	2 219 743	2 219 743	
Autres créances clients	67 208 382	67 208 382	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	206 959	206 959	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	10 398 579	10 398 579	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	315 828	315 828	
Groupe et associés	2 656 290	2 656 290	
Débiteurs divers	202 587	202 587	
Charges constatées d'avance	4 524 250	4 524 250	
TOTAL GENERAL	102 445 903	92 376 856	10 069 047

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	600 000
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 973 315
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	28 909 676	2 640 629	23 237 693	3 031 354
Fournisseurs et comptes rattachés	50 446 381	50 446 381		
Personnel et comptes rattachés	18 855 985	18 855 985		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 676 812	13 676 812		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	14 813 536	14 813 536		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 361 727	1 361 727		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	689 415	689 415		
Groupe et associés	30 881 799	30 881 799		
Autres dettes	12 885 437	12 885 437		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	444 252	444 252		
TOTAL GENERAL	172 965 019	146 695 972	23 237 693	3 031 354
Emprunts souscrits en cours d'exercice	600 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 046 629			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2022
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		
40800000	FRS EXPLOITATION FACTURES NON PARVE	222 301,91
40800003	FRS EXPLOITATION FNP ACTIVITE MTC	2 888 923,60
40801100	PROV SS-TRAIT DISTRIB LP PART 1	4 630 744,47
40801200	PROV SS-TRAIT DISTRIB LP PART 2	3 982 868,80
40801500	PROV. SOUS-TRAITANCE DISTRIBUTION	121 918,02
40802500	PROV. BAILLEURS	2 009 206,18
40810000	FRS FRAIS GENERAUX FACTURES NON PAR	6 971 909,00
40810005	PO FOURN. HORS GROUPE FNP	9 630 427,68
40812000	FRS FACTURES IG A RECEVOIR	1 022 194,40
40812003	FRS FACTURES IG A RECEVOIR ACTIVITE	63 599,29
40812005	PO FOURN. GROUPE FNP	2 926 179,16
40814000	PROVISION TRANSPORT	130 976,20
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		34 601 248,71
DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
40840105	PO FOURN. HORS GRPE FNP IMMO.	373 905,25
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		373 905,25
AUTRES DETTES		
41989000	CLIENTS RRR A ACCORDER	6 516 196,61
46860000	DIVERS CHARGES A PAYER	22 216,97
TOTAL AUTRES DETTES		6 538 413,58
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
42821000	DETTES PROVISIONNEES POUR CP EX. EN	2 140 017,29
42821400	PROV. BRUT ECART MODUL.	2 175 817,96
42821431	MODUL BRUT ASSEMBLAGE	430 846,12
42822000	DETTES PROVISIONNEES POUR CP EX. AN	3 403 253,93
42823000	PROV. EPARGNE TEMPS	1 380 364,12
42824000	PROV PRIME PRECARITE	160 705,39
42832000	PROV. CP DISTRIBUTEURS POUR EX. ANT	5 044 493,49
42837600	PROV REPOS COMP BRUT	328 158,68
42862000	PROV. SALAIRES VARIABLES	2 759 373,15
42867000	PROV. FRAIS DEPLACEMENTS	19 441,69
42868000	OM DECALES	402 919,89
42868300	PROV CH. A PAYER GAR. CONTRACTUEL N	32 017,24
42868331	MECA PROV. MAJORATION HS 25%	36 811,38
42871000	PROV JOUR CONTREPARTIE	355 764,00
42877000	PROV JOURS SUPPL. ASSEMBLAGE	23 474,59
43821000	CHARG.SOC. A PAYER SUR CP EX. EN CO	819 005,24
43821400	PROV. CH. SOC. S/ ECART MODUL.	555 842,18
43821431	MODUL CS ASSEMBLAGE	138 445,99
43822000	CHARG.SOC. A PAYER SUR CP EX. ANTER	1 263 331,19
43823000	PROV. CHARGES SUR COMPTE EPARGNE TE	584 466,46
43824000	PROV CS/PRIME PRECARITE	77 138,61
43832000	CHARG.SOC. DISTRIBUTEURS A PAYER SU	975 660,62

Compte	Libellé	31/12/2022
43837600	PROV REPOS COMP CS	107 430,92
43861000	EFFORT CONSTRUCTION	574 864,57
43861100	FORMATION PROFESSIONNELLE	63 935,45
43861200	ORGANIC	532 847,00
43861300	TAXE D' APPRENTISSAGE	742 898,98
43862000	CH.SOC. A PAYER SUR PROVISIONS SALA	1 346 051,29
43868000	CH.SOC. A PAYER SUR PROVISIONS OM D	10 875,17
43871000	PROV CH. JOUR CONTREPARTIE	68 379,74
43877000	PROV CS JOURS SUPPL. ASSEMBLAGE	6 111,59
44781000	TAXES SUR LES VEHICULES SOCIETE	67 765,52
44860000	ETAT CHARGES A PAYER	669,24
44862000	TAXE FONCIERE A PAYER	978 079,38
44865000	TAXE C.F.E	98 209,63
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		27 705 467,69
TOTAL CHARGES A PAYER		69 219 035,23

Compte	Libellé	31/12/2022
PRODUITS A RECEVOIR		
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		
27683000	INTERETS COURUS SUR PRET MDP SPAIN	981,75
27684200	INTERETS COURUS SUR PRET MDP SPAIN	858,28
27684400	INTERETS COURUS SUR EMPRUNT 2 400 0	2 123,33
27684500	INTERETS COURUS SUR PRET SMP 8.600.	17 509,39
27684600	INTERETS COURUS SUR PRET SGPS 600 0	11 377,33
TOTAL AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		32 850,08
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
41810000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR HG	1 425 981,44
41812000	CLIENTS FAE IG	13 431 367,43
41812100	CLIENTS FAE IG MONTROUGE	269 204,28
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		15 126 553,15
AUTRES CREANCES		
44870000	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	253 486,00
TOTAL AUTRES CREANCES		253 486,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		15 412 889,23

Compte	Libellé	31/12/2022
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 121 586,95
48600005	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE PO	3 396 625,24
48620000	CCA CHARGES LOCATIVES	6 038,10
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		4 524 250,29
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-444 251,52
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-444 251,52

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
Imprimé Publicitaires et gratuits	277 535	1 419	278 954	311 109	-10,34 %
Print	1 048		1 048	26 257	-96,01 %
Data et Conseil	22 555		22 555	25 129	-10,24 %
Affranchissement Data	23 677	1 734	25 411	7 509	238,41 %
RCP	7 152		7 152	3 512	103,64 %
Mécanisation	3 526		3 526	513	587,33 %
Autres & CA Divers	4 658		4 658	2 464	89,04 %
TOTAL	340 151	3 153	343 304	376 493	-8,82 %

Rubriques	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Capital souscrit non appelé	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Prêts	12 148 367
Autres titres immobilisés	
Autres immobilisations financières	
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	22 177 646
Autres créances	2 550 826
Capital souscrit appelé, non versé	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	26 239
DETTES	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	28 909 676
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 440 876
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	35 546 654
CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION	
Produits d'exploitation (1)	84 813 885
Charges d'exploitations (2)	96 917 749
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	
Produits de participations	
Autres produits financiers	209 250
Charges financières	732 188
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
Engagements hors bilan donnés (3)	6 548 000
Engagements hors bilan reçus (4)	
Voir détail des points 1,2,3 et 4 page suivante	

(1) PRODUITS D' EXPLOITATION

- Chiffre d'affaire La Poste	76 620 795
- Chiffre d'affaire Groupe SMP/Sogec	229 661
- Chiffre d'affaire Mediapost Holding	207 186
- Chiffre d'affaire Groupe Docapost	218 033
- Divers Produits La Poste	6 559 718
- Divers Produits	978 492

Cumul **84 813 885**

(2) CHARGES D' EXPLOITATION

- Sous traitance La Poste	62 348 042
- Sous traitance Neolog	10 813 115
- Sous traitance Mediapost Holding	221 258
- Sous traitance La Poste Nouveaux Services	3 589 541
- Sous traitance SMP/Sogec	553 216
- Sous traitance Adverline	1 537 781
- Sous traitance Geopost	727 949
- Sous traitance Isoskele	5 288 990
- Sous traitance Docapost	379 567
- Redevance La Poste	1 749 630
- Redevance installation et gestion des photocopieurs La Poste	1 148 405
- Redevance contrat de redif.fichier Nouveau Voisin et SQA	588 344
- Mise a disposition de surface la Poste	593 846
- Affranchissement Docapost	597 514
- Affranchissement La Poste	5 416 049
- Affranchissement Geopost	39 937
- Salaires refacturés La Poste	351 553
- Frais et commissions bancaires La Banque Postale	40 162
- Honoraires conseil Mediapost Holding	132 000
- Divers charges	800 847

Cumul **96 917 749**

(3) ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

- Lettre de garantie Mediapost Hit Mail	1 000 000
- Lettre de confort Mediapost SPAIN	3 500 000
- Lettre d'intention Sogec Gestion	2 000 000
- Lettre de garantie Go Logistics	48 000

Cumul **6 548 000**

CAPITAUX PROPRES

LIBELLES	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
CAPITAL SOCIAL *	23 887 308			23 887 308
PRIMES DE FUSION	1 976 812			1 976 812
PRIMES D'APPORT	45 368 415			45 368 415
RESERVE LEGALE	2 388 731			2 388 731
RESERVE INDISPONIBLE	146 941			146 941
AUTRES RESERVES	296 774			296 774
REPORT A NOUVEAU	47 683 805			47 683 805
REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-45 812 940	-1 774 584		-47 587 524
RESULTAT 2021	-1 774 584	1 774 584		0
RESULTAT 2022				-47 744 896
SOLDE CAPITAUX PROPRES	74 161 262	0	0	26 416 367

*Répartition du capital au 31/12/2022

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	Valeur nominale	Montant	% de détention
LA POSTE	50 824 059	0,47	23 887 308	100,00
	50 824 059	0,47	23 887 308	100,00

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		74 161 262
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		74 161 262
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	47 744 896	
SOLDE	47 744 896	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		26 416 367

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	50 824 059			0,47
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû
Résultat exploitation	(21 837 219)	(5 459 305)
Résultat financier	(25 727 748)	(6 431 937)
Résultat exceptionnel	(179 928)	(44 982)
Crédit impôt mécénat		
Différences temporaires et permanentes	24 178 423	6 044 606
Imputation des déficits reportables	23 566 472	5 891 618
RESULTAT FISCAL AVANT IMPÔT		

AUTRES INFORMATIONS, ENGAGEMENTS FINANCIERS

AUTRES INFORMATIONS

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'a été versée au titre de l'exercice 2022 aux dirigeants et administrateurs.

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société MEDIAPOST sont consolidés dans les comptes de La Poste – 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS.

Le mode de consolidation retenu est l'intégration globale.

BASE D'IMPOT DIFFERE

La situation fiscale latente correspondant aux décalages temporaires s'établit comme suit :

	Base d'impôt différé 01/01/2022 en €	Réintégrations 2022 en €	Déductions 2022 en €	Base d'impôt différé 31/12/2022 en €
Provisions pour dépréciation des clients non déductibles	831 664	622 369	266 593	1 187 440
Provisions pour avoirs clients à établir	91 145	164 253	107 371	148 027
Contribution sociale de solidarité (Organic)	466 777	532 847	596 402	403 222
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	9 712 566	1 315 374	4 145 266	6 882 674
Provisions pour participation des salariés	0	0	0	0
Provisions pour litiges commerciaux	2 692 125	1 715 462	0	4 407 587
Provisions pour dépréciation des titres SMP	5 173 000	15 273 000	0	20 446 000
Provisions pour dépréciation des titres Mediapost Espagne	2 965 000	3 940 000	0	6 905 000
Provisions pour dépréciation des titres Mediapost Portugal	0	891 000	0	891 000
Provisions pour dépréciation des titres AD BREIZH	0	5 099 923	0	5 099 923
Honoraires d'acquisitions	36 693	0	17 290	19 403
Total	21 968 970	29 554 228	5 132 922	46 390 276

AUTRES INFORMATIONS (suite)

INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} Janvier 2011, la société MEDIAPOST est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de LA POSTE.

MEDIAPOST versera à LA POSTE à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont MEDIAPOST aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant hors taxes des honoraires hors frais de déplacement du commissaire aux comptes au titre de sa mission légale s'élève à 230 000,00 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Rubriques	Montant hors bilan
Avals et cautions	283 267
Engagements en matière de locations immobilières	28 697 902
Engagements en matière de locations véhicules	2 240 634
Engagements en matière de locations simples	3 219 448
Lettre de garantie Mediapost Hit Mail	1 000 000
Lettre de garantie Mediapost Go Logistics	48 000
Lettre de confort à Mediapost Spain	3 500 000
Lettre d'intention à Sogec Gestion	2 000 000
TOTAL	40 989 251

Les engagements liés aux médailles du travail ne sont pas significatifs et n'ont pas donné lieu à un provisionnement au 31 décembre 2022.

Les cautions bancaires sont afférentes aux baux immobiliers et représentent au 31 décembre 2022 un montant de 283 267 €.

Les engagements en matière de locations immobilières représentent au 31 décembre 2022 un montant de 28 697 902 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (14 398 985 €), en échéances entre deux et cinq ans (14 250 401€) et d'échéance supérieure à cinq ans (48 516 €).

Les engagements de locations mobilières concernent le parc « automobiles » et représentent au 31 décembre 2022 un montant de 2 240 634 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (1 237 893 €) et en échéances entre deux et cinq ans (1 002 741 €).

Les engagements de locations mobilières en matière de location du parc de photocopieurs représentent au 31 décembre 2022 un montant de 3 219 448 € qui se décompose en échéances inférieures à un an (1 679 712 €) et en échéances entre deux et cinq ans (1 539 736 €).

Une lettre de garantie à Mediapost Hit Mail pour un montant de 1 000 000 € et dont l'échéance est inférieure à 1 ans.

Une lettre de confort à Mediapost SPAIN pour un montant de 3 500 000 € et dont l'échéance est entre deux et cinq ans.

Une lettre d'intention à Sogec Gestion pour un montant de 2 000 000 € et dont l'échéance est supérieure à cinq ans.

Une lettre de garantie à Go Logistics pour un montant de 48 000 € et dont l'échéance est supérieure à 5 ans.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SMP SAS 17 Avenue du Quebec 91140 Villebon-sur-Yvette	3 976 991 19 337 484	100,00 %	52 091 000 31 645 000	6 969 679 2 000 000	1 370 435 (8 859 141)
MEDIAPOST SGPS SA Portugal Cerro da Murta, Estrada do Cemitério Novo, Pavilhao Mediapost, municipalité de Queluz à Sintra Portugal	2 050 000 1 451 602	100,00 %	4 392 443 3 501 443	3 000 000 48 000	0 (260 138)
MEDIAPOST SPAIN S.L. Avenida del majuelo 19 - Poligono Industrial La Postura - 28343 Valdemoro Madrid Espagne	12 243 295 10 224 839	100,00 %	24 715 316 17 810 316	2 145 838 3 500 000	37 332 874 (4 093 810)
MEDIAPOST HIT MAIL SA 19-21 Pictor Iosif Isser Street, 1st District Bucarest Roumanie (1)	23 090 6 772 837	99,92%	7 522 176 7 522 176	1 000 000	40 840 287 774 826
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AD BREIZH SAS Rue de l'étang au diable 35760 Saint Grégoire	84 708	14,62%	5 099 923 0		
AUTRES TITRES					

(1) Conversion effectuée au cours du 31/12/2022 : 1 EURO = 4,9495